

# RURALITÉS ET TRANSITIONS

Ce titre rapproche deux termes qu'on n'avait pas l'habitude, jusque récemment, de rencontrer côte à côte : « ruralité » qui, au singulier, est un terme né de ce qu'on pourrait appeler la « république des terroirs » (entre les années 1880 et 1940) et « transitions », qui est en passe de devenir le mot clé de ce début de 21<sup>ème</sup> siècle. Le rapprochement entre ces deux termes est tout l'enjeu ici : loin de se tourner le dos ces deux mots et les réalités qu'ils désignent peuvent converger, à condition de les « faire bouger » dans ce qu'on a l'habitude de leur donner comme signification. Quelles ruralités, pour quelles transitions et à quelles conditions concernant l'évolution des représentations ?

## CHANGER EN PROFONDEUR LES REPRÉSENTATIONS DOMINANTES CONCERNANT LA RURALITÉ.

Ruralité(s) : on est passé ces dernières années du singulier au pluriel, celui qui est nécessaire notamment à la reconnaissance des « nouvelles ruralités ». C'est bien la preuve que l'unité de sens de ce que signifiait historiquement la ruralité n'existe plus. Il faut aller jusqu'au bout de ce constat et réinterroger en profondeur ce que signifie aujourd'hui, dans un pays comme la France, les références aux réalités rurales. Car il y a évidemment des réalités rurales, mais elles sont encore profondément encombrées de représentations anciennes.

## LES TERRITOIRES RURAUX N'ENTRERONT EN TRANSITIONS QUE SI ON LES LIBÈRE D'UNE IDÉOLOGIE, D'UN IMAGINAIRE ET D'UNE IDENTITÉ FONDÉS SUR LA SITUATION DES CAMPAGNES AU 19ÈME SIÈCLE.

L'espace rural, c'était historiquement l'espace de la production agricole, et la société rurale était celle qui était attachée à cette fonction, même si elle ne s'y résumait pas. Ce fait est si ancien qu'il n'a jamais eu besoin d'être statistiquement défini, à la grande différence du fait urbain qui commence à être démographiquement et spatialement reconnu à partir de 1854. On n'a jamais défini la ruralité dans la France contemporaine autrement que comme l'inverse du monde urbain, mais cela ne l'a pas empêchée de présenter une forte identité sociale, économique et politique. Cette identité trouve son apogée dans la France d'avant 1914. Le premier conflit mondial lui est fatal. Un ensemble de facteurs de mutation s'enclenchent alors – au premier rang desquels le déclin démographique – qui vont profondément bouleverser la ruralité.

Celle-ci s'ancre alors dans la scène politique, son imaginaire, ses mécanismes de légitimité, au nom de ce qu'on pourrait appeler le « ruralisme ». Le ruralisme triomphe avec Vichy, mais traverse encore toutes les familles politiques, de la gauche à la droite, et tous les idéaux, modernisateurs, alternatifs ou conservateurs.

On n'est pas encore vraiment sorti de ce paradoxe. Dans quel autre pays un président de la République (ou des prétendants à cette fonction) a la quasi obligation de passer une journée entière dans un salon professionnel, qui n'est ni celui de l'automobile ni celui du tourisme, mais bien celui de l'agriculture ? Politiquement, la France est encore un grand pays rural.

## IL N'EXISTE PLUS DE RURALITÉ « EN SOI ET POUR SOI », MAIS IL EXISTE BIEN DES SITUATIONS RURALES (ET ELLES NE SONT PAS « HYPO-URBAINES » !), DANS UNE SOCIÉTÉ DE PLUS EN PLUS MÉTROPOLISÉE, AVEC SES SYSTÈMES DE TERRITOIRES, SES RÉSEAUX ET SES CAMPAGNES.

Le terme de « ruralité » pose ce problème de fond : il accueille essentiellement une posture politique, plutôt qu'une réalité sociétale, culturelle, et encore moins économique. Bien sûr il existe un espace rural, qu'il est préférable de désigner comme l'espace des campagnes, mais cet espace n'est plus distinct du reste du fonctionnement du pays, il est profondément inséré dans toutes une série de mécanismes (de marchés, de mobilités, de localisation de toutes sortes de fonctions) et donc d'enjeux, parmi lesquels aujourd'hui ceux des transitions. Raison pour laquelle il n'y a pas à annoncer une « transition rurale » (pas davantage qu'une « transition urbaine » d'ailleurs), mais bien une contribution de l'espace rural, et de ceux qui y vivent, aux transitions qui ont commencé.

Cependant, le ruralisme et la mystification qu'il représente s'adosse à son inverse : une négation des réalités rurales, c'est-à-dire des spécificités des campagnes dans les sociétés métropolisées comme la France. Qualifier l'espace rural d'espace « hypo-urbain », comme le propose le géographe Jacques Lévy, est exemplaire de cette négation. Le ruralisme y trouve là un raison de plus de protester contre le mépris urbain et la relégation des « ruraux » au rang de sous-urbains. Ces clivages ne sont plus de mise.

Les campagnes existent, et ceux qui y vivent n'ont pas les mêmes horizons, les mêmes pratiques, les mêmes sociabilités, etc. que ceux qui vivent dans d'autres positions de l'espace français. Cela ne fait d'eux pour autant une catégorie sociale pour autant. Il y a plus d'écart entre un citadin métropolitain de cœur de grande agglomération et un périurbain lointain inséré dans une grande aire urbaine, qu'entre ce dernier et un habitant d'une campagne faiblement peuplée. La question de savoir aujourd'hui qui est urbain et qui est rural n'a plus beaucoup de sens, et les cartes montrent bien ce désarroi d'une recherche consistant à faire perdurer la représentation binaire de l'espace. Mais cela n'invalide pas l'importance des positions dans l'espace géographique, tout au contraire.

Il existe des campagnes aux fonctions très variées, et parmi elles, l'espace des faibles densités (par exemple en dessous de 30 habitants au km<sup>2</sup>) est un indicateur significatif d'une position rurale dans le système des territoires. Ce n'est pas l'indicateur qui décrit toutes les particularités de cette position (elles sont différentes selon les lieux considérés), et il n'y a d'ailleurs pas de raison de chercher à re-fabriquer aujourd'hui la « catégorie rurale ». Il faut au contraire la libérer de son imagerie politique. Mais il ne faut pas nier pour autant le fait campagnard en particulier pour ce qu'il peut représenter dans le rendez-vous des transitions.

## LES SITUATIONS RURALES SONT PLURIELLES ET TRÈS DIVERSIFIÉES, ET NE DOIVENT PLUS ÊTRE RÉSUMÉES À UNE SEULE AU NOM DE LA « DÉFENSE RURALE ».

Du singulier au pluriel des (nouvelles) ruralités, on a commencé à s'éloigner d'une approche ontologique de la ruralité, celle d'une France profonde et véridique qui serait dépositaire d'une improbable permanence. Mais même avec le pluriel, la bataille des représentations n'est pas terminée, car on voit en de multiples occasions la posture ruraliste réendosser le discours défensif et nostalgique que lui assigne la scène politique. Tant que les acteurs des campagnes seront porteurs de la « défense rurale », ils se priveront des possibilités d'entrer dans les transitions qui traversent toute les sociétés métropolisées et concernent tous les espaces qui sont les leurs, avec une mention spéciale pour les espaces de faible densité.

## OUVRIR LARGEMENT LE CHAMP DES TRANSITIONS SANS RESTRICTION DU PARADIGME.

Transition(s) : le mot a remplacé, dans l’imaginaire collectif du changement, celui de révolution qui a largement sous-tendu l’histoire du 20<sup>ème</sup> siècle (pour ou contre). A la différence de la révolution, la transition dit davantage le chemin que l’horizon, qui reste à inventer. C’est le principe du changement itératif, celui qui se dessine en advenant, et qui invite à changer plus fondamentalement les rapports collectifs à l’action, à la volonté transformatrice, à la finalité.

### ÉNERGÉTIQUE, ÉCOLOGIQUE, NUMÉRIQUE, TECHNOLOGIQUE, ÉCONOMIQUE, TERRITORIALE, URBAINE, DÉMOCRATIQUE, SOCIALE, HYBRIDE... CHAQUE TRANSITION PEUT EN CACHER UNE AUTRE. LA TRANSITION EST UNE ŒUVRE OUVERTE DE RÉINVENTION.

Cette nouvelle conception du changement est riche de promesses pour l’espace rural des campagnes et leurs acteurs, parce qu’elle n’impose pas un modèle unique au départ – a *contrario* d’une certaine conception normative du développement durable – et qu’elle ouvre un temps long d’innovation tous azimuts. La transition s’impose certes au regard du *global change* et des nécessités d’en finir avec les logiques qui perturbent l’habitabilité de la planète, à commencer par son climat. Elle a donc pris une très forte dimension énergétique, et plus globalement écologique. Mais une transition en cachera par définition toujours une autre, et on ne mesure par encore, en 2016, l’ensemble des transformations technologiques, sociétales, culturelles, anthropologiques, géopolitiques, éthiques, démographiques, etc., qui sont en mouvement.

Ce qui est intéressant dans ce maelström de transitions, ce n’est pas tant l’effet de système et la possibilité d’en dégager une logique unique et rassembleuse qui serait le futur « mode d’emploi du monde », que la possibilité qui s’ouvre de penser et conduire toute une série de transitions, par exemple démocratique, ou territoriale, et leurs combinaisons. Cette « culture » des transitions convient particulièrement bien à l’espace des campagnes, lui qui est né, à la fin du néolithique, de cette transition par hybridation qu’est l’invention de l’agriculture, et dont les itérations paradoxales – c’est par exemple de l’invention de l’agriculture que naissent les villes – rappellent les temps qui s’ouvrent aujourd’hui.

### LA PREMIÈRE DES TRANSITIONS DANS LES RURALITÉS, ET LA CONDITION DE TOUTES, C’EST LA TRANSITION AGRICOLE. A-T-ELLE COMMENCÉ ?

Les transitions, toutes les transitions, vont commencer à traverser les campagnes. Mais compte tenu de ce que sont ces campagnes à l’origine, dans leur étendu et leur matérialité, il en est une qui joue un rôle décisif à l’égard des autres, et qui, pour ainsi dire, les autorise ou les freine : la transition agricole.

La transition agricole, c’est le passage d’une agriculture productiviste et industrialisée telle qu’elle s’est inventée aux États-Unis après la Grande Crise, puis dans l’Europe verte des années 1960, à d’autres modèles productifs qui intègrent toutes les logiques portées par la transition énergétique, écologique, éthique, etc. Cela ne signifie en rien le repli d’une agriculture de marchés mondialisés, ni le retour à des pratiques culturelles jugées ancestrales, mais implique des changements profonds dans les professions, dans les modes de faire, dans l’idée même de l’exploitation (des sols par l’homme), dans la production des biens alimentaires, dans les rapports à la génétique, etc.

La transition agricole est le nœud de toutes les autres transitions, celle qui permet de les accueillir et qui justifie les fonctions spécifiques des campagnes à l'ère des transitions.

## LA RESSOURCE COMMUNE À TOUTES LES TRANSITIONS DES RURALITÉS, CE SONT LES POTENTIELS DE LA MOINDRE DENSITÉ... À CONDITION QU'ELLE SE MAINTIENNE !

La primauté de la transition agricole ne réduit pas les campagnes à leur rôle originel, bien au contraire. En approchant l'espace des campagnes par la faible densité – ou disons la moindre densité, car tout est relatif et ce qui est une faible densité dans une région ne l'est pas dans une autre – on met sans doute le doigt sur le motif fondamental des ressources des campagnes dans une société et une économie des transitions.

La France approche des 70 millions d'habitants, soit une augmentation de 80 % depuis l'étiage de 1944. Elle n'a, globalement, jamais été aussi dense, et c'est également vrai à l'échelle communale dans les trois-quarts du pays. La faible densité, longtemps vécue comme la preuve du déclin, de l'exode rural, de la mort de la ruralité, est aujourd'hui le trésor spatial d'une société métropolisée.

On continue à entendre encore le refus de considérer les campagnes de faible densité comme des « réserves » (avec ou sans indiens) pour les foules métropolitaines et leurs besoins, et la dénonciation du « désert » rencontre toujours le même succès depuis Jean-François Gravier (1944), comme la désertification progressait dans la France de 2016, ce qui est faux. C'est là l'expression d'un monde binaire avec deux versants dont les idéaux seraient de ne rien se devoir entre villes et campagnes. En réalité la forte densité a plus que jamais besoin de la faible densité, et réciproquement. A condition qu'on n'affadisse pas ce différentiel par une égalisation des densités donc des conditions spatiales, mais aussi à condition qu'on inscrive cette inévitable réciprocité dans une relation juste et équitable de transactions entre intérêts bien compris.

## QUESTIONS POUR DES CHAMPIONS DE TRANSITIONS

### L'ESPACE POLITIQUE DE LA RURALITÉ (SES CITOYENS ACTIFS, SES ÉLUS, SES REPRÉSENTANTS, SES SCÈNES) ACCUEILLE-T-IL AUJOURD'HUI LES INTÉRÊTS ET LES ACTEURS PORTEURS DES TRANSITIONS ?

Les transitions appellent des transactions. Elles appellent de nouvelles façons de considérer les ressources, de nouvelles formes de mise en économie, de nouveaux cadres de reconnaissance et de culture des biens communs. Le monde qui commence a ses nouveaux acteurs et ils prendront une place croissante dans les systèmes d'action, publics, privés et partenariaux. L'espace des campagnes et leurs représentants leur feront-ils la place qu'il faut ? Changer de représentations peut parfois conduire à changer de représentants. Sans en appeler à l'élimination de quiconque – c'est bien la différence entre révolution et transition – l'entrée dans l'ère des transitions implique que s'affirment de nouveaux acteurs, de préférence en mélangeant ceux déjà là qui vont faire évoluer leurs modes de faire, et ceux qui, venus d'ailleurs, voudraient venir participer à l'émergence des « nouvelles ruralités ».

Le Réseau Rural est particulièrement interpellé par cette perspective : mobilise-t-il les acteurs des transitions ? Sont-ils les mêmes que ceux qui ont porté quelques décennies de mutations antérieures et qui vont innover encore, ou bien faut-il faire place à de nouveaux venus, qui ne s'identifient pas à cette ruralité dont on a vu le poids des héritages, mais qui sont bel et bien susceptibles de la réinventer ?

## COMMENT ÉLARGIR L'ESPACE D'ACTION DE LA RURALITÉ À L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ MÉTROPOLITAINE (EN TRANSITIONS AUSSI), ET PAR QUELS ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES ENTRE DENSITÉS ?

L'avenir des campagnes est l'affaire de ceux qui les habitent, mais aussi de ceux qui, sans les habiter, ont besoin d'elles tout comme les campagnards ont besoin des villes. L'interdépendance des villes et des campagnes est aussi ancienne que leur existence respective. Mais leurs relations ont le plus souvent pris la forme d'une domination, d'une assignation fonctionnelle, voire d'une spoliation. L'idée que des territoires, des communautés, et plus largement des intérêts collectifs, puissent construire des engagements réciproques est une idée neuve qui ouvre une nouvelle ère des relations potentielles entre villes et campagnes.

Encore faut-il disposer des cadres explicites dans lesquels explorer, concevoir, négocier et gérer dans la durée les engagements réciproques en question. On en est encore très loin puisqu'on n'a pas vraiment fini d'instituer des espaces de solidarité élargie, tant côté urbain que côté rural. Mais on progresse, et peu à peu l'idée fait son chemin qu'il va falloir que les urbains participent aux affaires rurales et réciproquement, dans l'optique de faire valoir au-delà d'eux les ressources spécifiques dont ils disposent respectivement. C'est la dimension territoriale de la transition, et elle interpelle des générations d'habitudes de s'identifier, entre urbains et ruraux, comme porteurs d'intérêts opposés, voire irréconciliables.

## LA RECONNAISSANCE ET L'ORGANISATION DES ACTEURS DES TRANSITIONS SONT-ELLES TOUJOURS TERRITORIALES ?

Des territoires urbains-ruraux qui construisent des solutions de transitions ensemble dessinent-ils de nouveaux territoires, plus vastes et plus composites ? C'est déjà en partie le cas avec la réforme territoriale qui va voir, de fait, un certain nombre de communautés d'agglomération élargies se « ruraliser ».

Mais au-delà des territoires, ce sont les acteurs qui portent les nouvelles solutions des transitions de tous ordres. Des acteurs des transitions parce que des acteurs en réseaux, qui font circuler les innovations, les informations, la rencontre des besoins et des moyens, et ne s'embarrassent plus guère des limites territoriales.

Un des pièges qui se présentent à la perspective des transitions serait de penser pouvoir les réussir entre-soi, chez soi, pour soi, dans un idéal localiste réactivé qui combine l'ancien *small is beautiful* avec le nouveau *near is marvellous*. C'est un danger tant du côté des villes, avec leurs îlots de transition que seraient les écoquartiers, que du côté des campagnes, souvent promptes à se replier sur elles-mêmes.

Les transitions ont besoin des réseaux, les réseaux matériels et les réseaux organisationnels. Les réseaux vont permettre d'augmenter les capacités des territoires, qui n'ont pas, en tant que tels, les moyens de toutes les transitions. C'est une des nombreuses dimensions de ces transitions, et pas la moindre pour des campagnes si fortement définies par leur identité territoriale. Les campagnes en transitions ont désormais rendez-vous avec les réseaux. Rendez-vous que le « Réseau Rural » a, constitutivement, les aptitudes à organiser et à animer, en apportant ses réponses à toutes les questions soulevées ici.

Martin Vanier  
Géographe  
Professeur à l'École d'Urbanisme de Paris  
Cabinet ACADIE